

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 mars 2012

N° 381

PRIX : 0,60 Euro

SÉNÉGAL



**QUEL QUE SOIT LE VAINQUEUR
DU DEUXIEME TOUR, CE NE SERA PAS
UN AMI DES TRAVAILLEURS**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Sénégal:

Quel que soit le vainqueur du deuxième tour, ce ne sera pas un ami des travailleurs

Page 3

Mali : La guerre n'est pas une solution pour résoudre le problème de la population touarègue

Page 5

Côte d'Ivoire : Marchandage et magouille au sommet

Page 7

Pour en finir avec la famine et le sous-développement, il faut mettre fin au système capitaliste

Page 8

Présidentielle en France : Solidarité avec la candidate communiste Nathalie Arthaud

ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros.

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

SÉNÉGAL

**QUEL QUE SOIT LE VAINQUEUR DU DEUXIÈME TOUR
CE NE SERA PAS UN AMI DES TRAVAILLEURS**

Le premier tour de l'élection présidentielle qui s'est tenu le 26 février dernier a été précédé d'une série de manifestations violemment réprimées. Durant plusieurs jours, Dakar et sa banlieue ont été le théâtre d'affrontements entre les partisans du mouvement M23 (constitué par l'ensemble des forces politiques et associatives hostiles à la candidature de Wade). Il y aurait eu 15 morts (six selon la version gouvernementale) et plusieurs dizaines de blessés. D'autres affrontements ont également eu lieu dans d'autres villes situées à l'intérieur du pays. Ce n'est que dans les derniers jours précédant le premier tour de l'élection que les manifestations ont cessé. C'est cela qui a permis au scrutin de se dérouler dans un climat relativement apaisé.

Selon les résultats officiels du premier tour, environ 52% des électeurs inscrits ont participé au vote. Abdoulaye Wade a recueilli 34,81%, suivi de Macky Sall 26,58%. Les deux hommes s'affronteront lors du deuxième tour qui aura lieu le 25 mars. La totalité des douze autres candidats éliminés au premier tour ont rejoint Macky Sall au sein d'une nouvelle coalition, le Rassemblement des forces du changement (RFC).

Wade croyait qu'il allait remporter haut la main l'élection dès le premier tour. Il avait fait ses salamalecs auprès des grands marabouts, il leur a offert des "cadeaux" pour que ceux-ci demandent à leurs fidèles de voter pour lui. Il a aussi fait des cadeaux aux chefferies traditionnelles des villages pour avoir leur faveur, mais quand il a vu le résultat du premier tour, sa colère se lisait sur son visage. C'est pourtant lui-même qui affirmait fièrement devant des micros qu'il était "très, très, très populaire" et que ces adversaires "ne font pas le poids" devant lui.

Non seulement il n'a pas été élu dès le premier tour mais en plus si l'on totalise le nombre de voix récoltées par les partis qui se sont coalisés contre lui, ils font presque le double de son score. Dans la région dakaroise qui est la plus peuplée et la plus populaire, c'est Macky Sall qui arrive en tête. Même dans son propre bureau de vote, le résultat officiel a donné Wade battu. Il avait invité les caméras de la télévision à le filmer lors de son déplacement à son bureau de vote. Il a été houspillé par de nombreuses personnes qui l'attendaient à cet endroit. Il a eu beaucoup de mal à retenir sa colère.

Dans le pays (tout comme ici dans l'émigration), un grand nombre de travailleurs sénégalais se sont réjouis du mauvais résultat de Wade, y

compris ceux qui avaient voté pour lui lors des deux précédentes élections. Ils ont été déçus par le fait que celui-ci s'est cramponné au pouvoir alors que lui-même avait promis de ne pas se présenter plus de deux fois et avait même fait modifier la constitution dans ce sens. Aujourd'hui c'est Macky Sall qui récolte les fruits de la désillusion. Mais ce serait une



Un rassemblement des partisans du M23, hostiles à Wade

lourde erreur de croire que si ce dernier sortait vainqueur du deuxième tour, la politique qu'il mènerait à la tête de l'Etat serait en faveur des travailleurs et des classes populaires. C'est un politicien qui a été formé par Wade et qui se dit fier de l'avoir servi durant une vingtaine d'années. De mai 2001 à avril 2004, il a occupé plusieurs postes ministériels (entre autres, les Mines, l'Energie puis l'Intérieur) avant d'être nommé Premier ministre (avril 2004 à juin 2007). Ce n'est qu'en novembre 2008 qu'il a quitté le PDS pour fonder sa propre organisation politique, Alliance pour la république. Il s'est séparé de Wade uniquement parce qu'il se voyait déjà comme son successeur alors que Wade avait porté sa préférence sur son propre fils Karim.

Lorsque Macky Sall était à la tête du gouvernement, il ne s'était pas spécialement illustré dans les mesures prises en faveur des classes populaires. Les enseignants, les employés des hôpitaux publics ont dû faire des grèves pour exiger des augmentations de salaire. Ils n'ont obtenu que des promesses sans lendemain. La question de l'approvisionnement en eau potable ainsi que les coupures intolérables de l'électricité n'ont même pas trouvé un début de solution. En ce moment même les enseignants sont en grève pour exiger la revalorisation de leur indice de salaire face à la flambée des prix. Ils revendiquent aussi l'attribution des logements de fonctions qui leurs ont pourtant été promis par leur ministre de tutelle. De nombreux salariés du secteur public comme du privé se retrouvent dans leurs revendications car ils sont victimes eux aussi des blocages des salaires alors que le coût de la vie ne cesse de grimper. A titre d'exemple, au mois de février dernier, le prix d'un sac de riz de 50 kilo est passé brusquement de 18 à 25 000 francs Cfa. De nombreux travailleurs touchent à peine 50 à 60 000 Cfa par mois, et parfois beaucoup moins (le salaire minimum officiel est 47 700 Cfa). Comment dans ces conditions faire vivre décemment sa famille?

Ceux qui ont gouverné ce pays depuis l'indépendance n'ont toujours eu que du mépris envers les classes laborieuses dont le niveau de vie n'a fait que se dégrader. Demain, au sortir du deuxième tour, quel que soit le vainqueur, les travailleurs et les petites gens auront toujours un gouvernement contre lequel il faudra lutter pour arracher le droit d'avoir des conditions de vie décente.

MALI

LA GUERRE N'EST PAS UNE SOLUTION POUR RESOUDRE LE PROBLÈME DE LA POPULATION TOUARÈGUE

Depuis la chute de Kadhafi qui s'est traduite par le retour des soldats touaregs maliens anciennement engagés dans la légion islamique du dictateur libyen, l'armée malienne est prise au dépourvu devant l'avancée des

combattants du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Après les combats qui ont fait rage dans les localités de Ménaka, d'Aguelhok et d'Amachache, c'est la ville de Tessalit qui est passée sous leur contrôle. Ils ont

pris possession de la garnison militaire abandonnée par l'armée malienne. Kidal, la capitale régionale, est menacée. Un climat de psychose s'y est installé.

En un mot c'est toute la région située au nord de la ville de Mopti qui est devenue une zone de guerre. Les habitants sont pris en tenaille entre les balles des rebelles et celles l'armée malienne. C'est par dizaines de milliers qu'ils fuient toute cette région où ils ne peuvent pas sortir de chez eux sans se mettre en danger de mort.



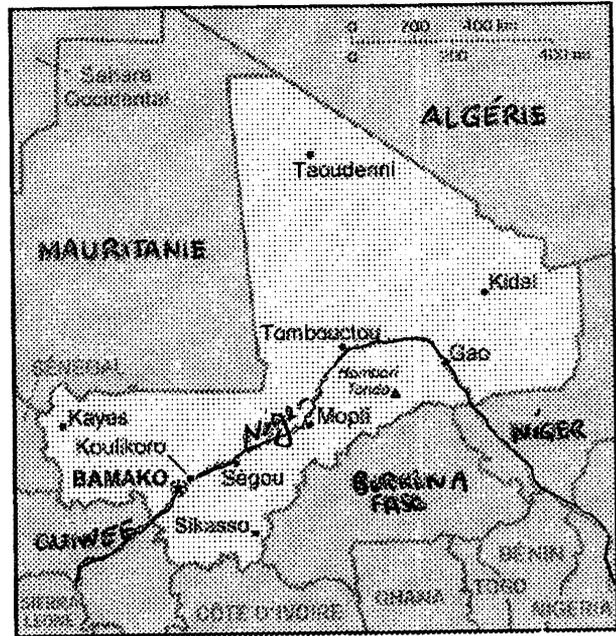
Des réfugiés maliens dans le camp de Chinégodar, à l'ouest du Niger

Selon le HCR (Haut Commissariat aux réfugiés), plus de 130.000 personnes ont dû quitter leurs habitations pour aller vers les pays voisins (Burkina, Niger, Mauritanie ou Algérie). Ils ont fui la guerre mais aussi les bandits qui profitent de la situation pour les dépouiller. Nombreux sont ceux qui, n'ayant pas de familles dans les pays voisins, n'ont d'autres choix que d'aller dans des camps de fortune où ils vivent dans des conditions lamentables et révoltantes. Ils ont abandonné leurs terres et leurs habitations et ne savent pas quand est-ce qu'ils vont pouvoir y revenir. L'armée malienne tout autant que les rebelles ne se soucient guère de leur sort.

C'est dans ce climat qu'une délégation de quatre ministres est venue dans la ville de Kidal pour discuter des élections des conseillers nationaux. Mais dans la ville personne n'a envie de discuter des élections, tout le monde ne pense qu'à une chose : comment quitter la ville de Kidal qui risque d'être prise par les rebelles. Même les agents de l'administration ont informé le gouverneur qu'ils souhaitent la quitter.

Personne ne sait si un jour la situation dans cette région redeviendra comme avant.

Visiblement, en l'état actuel des choses l'armée malienne n'est pas en mesure d'assurer le contrôle de cette vaste zone située très loin de la capitale.



A Bamako comme ici au sein de l'immigration, un certain nombre de gens disent qu'Amadou Toumani Touré est "mou". Quelques uns lui reprochent même d'être du côté des rebelles. Ils voudraient que celui-ci agisse comme Modibo Kéita ou Moussa Traoré, c'est-à-dire réprimer les rebelles d'une manière violente et aveugle. Mais le problème des Touaregs ne se réglera pas par la force des armes. De plus, c'est une question politique qui dépasse le cadre du seul Mali. C'est un des nombreux poisons légués par le colonialisme qui a découpé l'Afrique par des frontières complètement artificielles sans tenir compte des différentes populations qui y habitent.

Jusque-là les différentes composantes de la population malienne ont vécu dans une relative bonne cohabitation. Maintenant si cette situation perdure, cela risque d'engendrer des oppositions entre populations des différentes ethnies, y compris dans les zones jusqu'ici épargnées par la guerre. Des violences risquent de se déclencher entre les ethnies du Nord et celles des autres régions du Mali. Déjà à Bamako, un certain nombre de personnes originaires du Nord ont été prises à partie. Certaines ont été agressées physiquement, d'autres ont vu leurs petites échoppes vandalisées. Nombreuses sont celles qui ont dû quitter Bamako à cause du climat de haine qui semble se répandre.

Dans cette situation, les travailleurs n'ont aucun intérêt à soutenir l'action militaire de leurs dirigeants. Si aujourd'hui l'Etat réprime les Touaregs, demain les mêmes armes se

retourneront contre l'ensemble des travailleurs lorsqu'ils se mettront à revendiquer de meilleures conditions d'existence.

CÔTE D'IVOIRE

Nous reproduisons ci-dessous deux extraits du journal « Le Pouvoir Aux Travailleurs » n° 180 édité en Côte d'Ivoire

RHDP

MARCHANDAGE ET MAGOUILLE AU SOMMET

Soro Guillaume vient d'être installé avec un certain triomphalisme au perchoir de l'Assemblée nationale. C'était le candidat unique du RHDP. 12 députés se sont abstenus lors de son élection.

Soro a donc mis fin à son rôle de Premier ministre avec, dit-il, "*un sentiment du devoir bien accompli*".

Certains se demandent pourquoi cet homme a quitté un poste si élevé dans le gouvernement en échange d'un poste plus ou moins honorifique? Lui en tout cas, il doit avoir son idée. Tout d'abord la présidence de l'Assemblée nationale est hautement lucrative. C'est le poste numéro deux de l'Etat après celui du chef d'Etat. C'est le poste que Bédié avait occupé jadis, avant de succéder à Houphouët.

Il y a aussi le fait que lors de l'élection présidentielle de décembre 2012, Ouattara avait promis à Bédié en échange de son désistement au deuxième tour le poste de Premier ministre au PDCI. Sauf que Ouattara ne pouvait pas trop vite écarter Soro de son poste car c'est lui qui avait et qui a toujours la haute main sur les Forces Nouvelles. Certes, les forces françaises de la Licorne sont toujours là pour protéger le gouvernement de Ouattara mais sans le soutien des Forces Nouvelles, il aurait eu bien de problèmes pour exercer son pouvoir au quotidien.

Avec la nomination d'un cadre issu du PDCI à la place de Soro, on peut dire que globalement chacun des alliés a son compte : le

RDR à la Présidence, le PDCI à la Primature et les Forces Nouvelles à la présidence du parlement. Sans compter le partage des autres postes.



Guillaume Soro en compagnie d'un galonné de Forces Nouvelles

Mais derrière cette union de façade du RHDP et ce semblant de satisfaction dont les médias font grand bruit, les rivalités entre tous ces crocodiles n'ont pas disparu. Les affrontements physiques entre les militants du PDCI et du RDR qui ont eu lieu récemment lors des élections législatives partielles, affrontements qui se sont soldés par mort d'hommes, en disent long sur ces rivalités au sein du RHDP. Au sein même du PDCI, le choix du nouveau 1^{er} ministre est loin d'avoir fait l'unanimité, plusieurs listes ayant circulé.

Quant à Soro, il a toujours le contrôle de ses terres au Nord et au Centre-Nord-Ouest. Les fonctionnaires de l'administration que l'Etat y envoie ne contrôlent rien. Ils passent le clair de leur temps à Abidjan, ne faisant de brèves apparitions dans leur lieu d'affectation que pour les cérémonies officielles. Et il n'est pas dit que Soro et derrière lui toute la chaîne de ceux à qui

profitent cette situation, laissent l'Etat reprendre en main "leur zone". Surtout quand le risque d'être jeté en pâture au CPI (Cour pénale internationale) est bien réel pour nombre d'entre eux.

D'une certaine façon, Soro se met en réserve du pouvoir. Il sait que Ouattara va

devenir de plus en plus impopulaire à cause des mesures d'austérité qu'il est en train de prendre et d'autres qui sont en préparation. Le gouvernement a besoin de remplir les caisses de l'Etat en ponctionnant toujours plus la population. Soro compte probablement sur cette impopularité pour se proposer, le moment venu, comme l'homme de la situation.

POUR FAIRE FACE AUX AUGMENTATIONS DES PRIX, IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES !

Depuis plusieurs années, le prix des produits de première nécessité, à commencer par le riz, l'huile et le sucre, ne cessent de grimper. Les familles des classes populaires se nourrissent de plus en plus difficilement. Même l'unique repas quotidien devient problématique.

Il suffit de faire un petit tour dans les marchés pour se rendre compte de la réalité. Le riz communément appelé « dënicassia » qui coûtait 350 francs CFA le kilo en décembre s'achète aujourd'hui entre 400 et 450CFA. Un tas de trois sardines coûte 500CFA. Même pour s'acheter un œuf, il faut déboursier la somme de 100CFA au lieu de 50CFA auparavant. Le kilo de viande est passé de 1800 CFA à 2000 voire 2500CFA.

Augmentation ou pas, cela fait des années que les travailleurs ne peuvent plus s'offrir le luxe d'acheter de la viande au kilo. Pour le gaz, la bouteille B12 est passée de 4000CFA à 4500 voire 5000 CFA, selon les endroits. Et pour la bouteille B6, il faut déboursier entre 2000 et 2500CFA au lieu de 1800CFA. Quant au charbon, le tas de 100CFA ne peut plus suffire à faire cuire une sauce. Pour ce qui est du savon, de plus en plus de familles ouvrières doivent se contenter du « cabakourou » !

Face à cette situation catastrophique des travailleurs, le gouvernement se contente de faire du cinéma et des grands discours ! C'est d'ailleurs à l'occasion d'une prétendue « journée du consommateur », que le ministre du Commerce annonce une série de mesures dont il sait par avance qu'elles n'auront aucune incidence sur les prix. Parmi ses mesures phares, il y a l'affichage des prix. Comme s'il suffisait que les prix des marchandises soient affichées pour qu'elles deviennent par miracle accessibles

aux populations ! Il a annoncé aussi la lutte contre les commerçants qui trafiqueraient leurs instruments de mesure. Autant dire que ce ministre cherche des boucs-émissaires, en faisant croire que c'est le petit commerçant du quartier qui est responsable de la cherté de la vie !

A vrai dire, ce ministre et ses semblables se moquent bien de savoir si les prix baissent ou augmentent. Eux n'ont pas de problème pour boucler leur fin de mois ! D'ailleurs, les riches industriels et autres négociants qui sont à l'origine des hausses des prix sont généralement des gens de leur milieu ! C'est eux les vrais décideurs.

En 2008, lorsque des femmes et des enfants sont sortis dans les rues pour exprimer leur ras-le-bol face à la flambée des prix, le gouvernement d'alors avait répondu par la répression. C'est dire, oh combien les ministres sont là pour servir avant tout les intérêts des riches !

De plus, ces gens qui se succèdent au gouvernement savent que le vrai problème n'est pas tant les augmentations des prix mais bien le blocage des salaires. Si les salaires étaient indexés sur le coût réel de la vie, les petits salariés ne souffriraient pas autant de la valse des prix des biens de consommations. Or, cela fait des dizaines d'années que les salaires sont bloqués pendant que les prix ne cessent de grimper.

C'est dire que les travailleurs n'ont rien à attendre de bon venant d'un quelconque gouvernement. Ce sont eux-mêmes qui peuvent défendre leurs intérêts face à l'exploitation et aux injustices qu'ils subissent !

POUR EN FINIR AVEC LA FAMINE ET LE SOUS-DÉVELOPPEMENT IL FAUT METTRE FIN AU SYSTÈME CAPITALISTE

Lors du salon de l'agriculture qui a eu lieu récemment à Paris, un certain Marc Dufumier, ingénieur agronome et professeur, a présenté son dernier livre dont le titre est : « *Il faut produire moins, mais davantage de bio* ». Lors d'une conférence de presse, l'auteur fait le constat suivant : « *Sur le marché mondial se côtoient des aliments produits par des agriculteurs du Sud qui travaillent avec des outils manuels ou attelés et des agriculteurs du Nord qui sont équipés de tracteurs. Ils se vendent au même prix, alors que dans un sac de riz américain ou européen, il y a deux cents fois moins de travail que dans un sac de riz sénégalais. Comment le paysan du Sud, contraint d'accepter un prix deux cents fois inférieur, peut-il nourrir sa famille, investir, avoir un animal ?* »



Travail avec outils traditionnels

Ce constat est certes pertinent mais ce n'est pas une "découverte". Les marxistes ont depuis longtemps décrit et dénoncé cet « échange inégal » au sein du marché mondial entre les productions émanant des quatre coins de la planète. C'est d'ailleurs ce phénomène qui est à la base du fossé sans cesse grandissant entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde. Mais au lieu d'en déduire qu'il est scandaleux qu'au 21^e siècle les agriculteurs des pays pauvres continuent à être maintenus à l'écart des moyens technologiques modernes tels que l'usage des machines, des engrais, des barrages hydrauliques permettant d'être moins tributaires des aléas climatiques, des semences permettant aux plantes de mieux résister à certaines maladies etc. ce professeur qui est par ailleurs militant

écologiste, prône l'inverse, c'est-à-dire d'y renoncer...y compris dans les pays riches. Il faut, dit-il, « *que des gouvernements du Sud, courageux, mettent des droits de douane conséquents aux importations des produits agricoles. De notre côté nous devons réorganiser nos agricultures pour produire... davantage de produits artisanaux, bio, de qualité qu'on pourrait vendre plus cher* ».

Si les solutions que préconise ce monsieur étaient mises en application, c'est-à-dire des droits de douane supplémentaires instaurés, il s'en suivrait une augmentation d'autant des prix de vente des denrées dans les boutiques des commerçants auprès desquelles s'approvisionnent des millions de gens en Afrique. Ce ne serait plus un milliard de personnes qui comme actuellement souffriraient de famine mais beaucoup plus et cela à une époque où globalement les productions mondiales de graines, de viande et de lait sont excédentaires à tel point que des terres cultivables ont été mises en friche dans de nombreux pays et des quotas laitiers instaurés pour pallier la chute des cours susceptible de se traduire par un manque à gagner pour les actionnaires des firmes de l'agroalimentaire.

Si des centaines de millions de personnes à travers le monde, pas seulement en Afrique, crèvent de faim, c'est d'abord à cause de la main mise de la classe capitaliste sur l'ensemble de la richesse mondiale. Son système économique basé sur la recherche du profit étouffe littéralement la planète toute entière. C'est ce système barbare qui exclut des centaines de millions de personnes du droit à la nourriture, à la santé, à l'éducation, à la culture et à bien d'autres droits élémentaires.

Pour mettre fin à ces injustices, il faut d'abord mettre fin au système qui les a engendrées. Il faut arracher le pouvoir économique et politique des mains de cette classe parasite afin de mettre tous les moyens techniques et humains au service de l'humanité

toute entière, à commencer par ceux qui souffrent le plus des injustices criantes.

Mais cette tâche, il n'y a que le prolétariat, c'est-à-dire, la classe de ceux qui n'ont que leur force de travail comme seule

richesse, qui peut la réaliser, à condition qu'elle prenne conscience de son rôle et se dote d'une organisation politique conséquente pour renverser la classe capitaliste à l'échelle du monde.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

SOLIDARITÉ AVEC LA CANDIDATE COMMUNISTE NATHALIE ARTHAUD

Le 22 avril aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle en France. Les travailleurs immigrés sont privés de nombreux droits démocratiques, en particulier celui de pouvoir voter. Pourtant ils travaillent dans ce pays, les cotisations sociales sont prélevées sur leurs feuilles de paye, ils payent les impôts comme tous les citoyens. C'est une situation qui est révoltante.

De plus, il ne se passe pas de semaine sans que Claude Guéant le ministre de l'Intérieur qui mène campagne pour Sarkozy, ne fasse pas de déclaration xénophobe contre les immigrés. Mais il ne se contente pas de parler, il durcit les conditions de l'immigration, expulse des dizaines de milliers de sans-papiers, rend encore plus difficiles les conditions du regroupement familial, etc. Son objectif est de disputer les voix de Marine Le Pen, l'ennemie jurée des travailleurs.

Avec le développement de la crise et du chômage, cette propagande raciste et chauvine est un véritable poison pour les consciences. Cela peut se traduire par des explosions de racisme contre les personnes les plus vulnérables, c'est-à-dire les travailleurs immigrés.

Sarkozy lui-même n'est pas de reste. Dans son récent discours de Villepinte, il a proposé de suspendre les accords de Schengen pour réintroduire les contrôles des passeports même à l'intérieur de l'Europe, afin d'élever un obstacle supplémentaire devant ceux qui viendraient de l'extérieur.

Les travailleurs savent que Sarkozy est un serviteur du grand patronat et des banquiers. Il est l'ennemi ouvert du monde du travail. Son principal rival François Hollande, le candidat du

parti socialiste, promet « le changement ». Mais sur tout ce qui préoccupe les travailleurs, c'est-à-dire les licenciements, le chômage et les salaires, il ne s'engage à rien.



Dans cette élection, Nathalie Arthaud la candidate communiste présentée par Lutte ouvrière, défendra les intérêts politiques du monde du travail. Voici ce qu'elle dit :

- Pour mettre fin au chômage, il faut imposer au grand patronat l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire. Il faut que l'Etat embauche massivement dans les services publics utiles à la population : éducation, santé, transports et construction de logements.

- Pour empêcher la baisse du pouvoir d'achat, il faut obtenir l'augmentation des salaires et des retraites et les indexer sur les prix, sous le contrôle de la population.

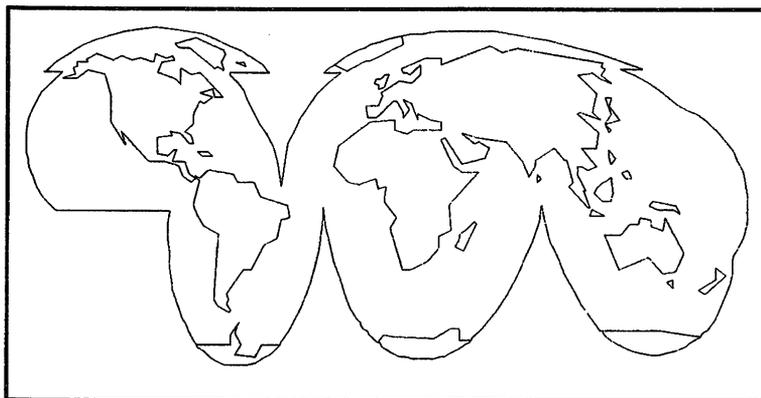
- Pour faire la lumière sur l'argent et les finances des entreprises; pour mettre fin aux malversations, aux atteintes à l'environnement voire aux scandales sanitaires ..., il faut que le monde du travail contrôle les entreprises.

Bien sûr, aucun vote ne permettra de parvenir à ces objectifs : il faudra pour cela des luttes massives, de grande ampleur. Mais avec le bulletin de vote "Nathalie Arthaud", vous direz que vous partagez ces exigences. S'abstenir, c'est se taire, c'est laisser le monopole de la parole aux adversaires du monde du travail. Le vote pour ma candidature sera un vote utile. Utile pour que les travailleurs fassent entendre leurs intérêts dans cette élection. Et utile pour la suite, parce qu'il prépare les luttes nécessaires".

Nous partageons pleinement les idées défendues par la candidate de Lutte Ouvrière. Le programme de lutte qu'elle défend concerne l'ensemble de travailleurs de ce pays. Les millions de travailleurs immigrés considérés comme "étrangers" sont injustement exclus du droit de vote, mais dans les luttes à venir ils ont tout à gagner à se battre ensemble, coude à coude avec l'ensemble de la classe ouvrière pour imposer leurs intérêts au patronat et au gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite.



TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.